



Février 2019

Mouvement pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes

Sensibilité des communes wallonnes à l'application du Gender Mainstreaming

Claire Stappaerts
Donatienne Portugaels



Maison Communale d'Anthistes

MEFH ASBL Rue de la Peupleraie, 30 5310 Eghezée.
Tél : 0473/53.69.03
mouvementegalite.femmeshommes@gmail.com
<https://www.m-egalitefemmeshommes.be>

Table des matières

INTRODUCTION :	3
1) QU'EST-CE QUE LE « GENDER MAINSTREAMING » ?	3
2) ETAT DE LA SITUATION GLOBALE :	5
3) CONTEXTE DE L'ETUDE :	6
OBSERVATIONS DANS LES COMMUNES RENCONTREES :	9
1) HERVE	9
2) COURT-SAINT-ETIENNE	12
3) MARCHE-EN-FAMENNE	16
4) LA LOUVIERE	18
5) ANDENNE	20
6) CHARLEROI	23
7) NIVELLES	26
8) HUY	28
9) LIEGE	30
10) CHAUMONT-GISTOUX	32
11) WAREMME	35
12) ENGHEN	37
13) GEMBLoux	39
14) SOIGNIES	41
15) SERAING	43
16) BRAINE-LE-COMTE	45
17) ANTHISNES	47
18) MONS	50
19) TOURNAI	53
20) HOTTON	55
CONCLUSIONS	57
BIBLIOGRAPHIE :	59

Introduction :

1) Qu'est-ce que le « gender mainstreaming » ?

Commençons cette étude par expliquer ce concept pas forcément très clair pour le commun des mortels qu'est le « gender mainstreaming ». Pour ce faire, posons les éléments suivants :

- 1) Il y a évidemment de nombreuses différences objectives entre les femmes et les hommes, que ce soit sur le plan anatomique, physiologique, hormonal, etc. Les femmes ont un utérus. La masse musculaire des hommes est plus importante, etc.
- 2) Ces importantes différences ont probablement un impact sur la manière d'être et de "fonctionner" des hommes et des femmes. Mais cela reste difficile (voire complètement faux) de généraliser tel ou tel aspect et de les attribuer globalement et de manière permanente à tel ou tel sexe. Par exemple, la douceur est souvent considérée comme une caractéristique féminine. Or, il n'est pas exceptionnel d'observer qu'un homme par ailleurs très "viril" peut être très tendre. De la même manière, il y a des femmes cruelles.
- 3) Au niveau culturel, il y a des représentations sur ce que sont les hommes et les femmes. Très souvent, ces représentations enferment les personnes dans des modèles liés à leur sexe. Big boys don't cry. Le sexe faible. L'homme bricole et la femme cuisine. C'est dans cette dimension que l'on passe du sexe au genre. Il est important de bien distinguer les deux notions. Le sexe renvoie à des différences réelles, incontestables. Le genre désigne les représentations liées au sexe de la personne et qui l'enferment dans un rôle stéréotypé. Par exemple, pour des raisons physiologiques évidentes, seules les femmes peuvent allaiter un nouveau-né. Certains s'appuient sur cette spécificité sexuelle pour poser un postulat de genre qui est : "Seules les femmes peuvent et doivent s'occuper des bébés. Les bébés, c'est uniquement l'affaire des femmes." Or, un homme peut donner le biberon et certains pères sont plus doués pour "papouiller" leur bébé que certaines mères... Sur le plan

professionnel, il y a encore beaucoup de ces clichés qui veulent que certains métiers ou fonctions soient réservés à tel ou tel sexe. Infirmier et puéricultrice devraient être l'affaire des femmes. L'armée, la police devraient être l'affaire des hommes. Une femme peut-elle être ingénieur ? Une femme ingénieure peut-elle réellement être compétente ? De manière plus transversale, les femmes peuvent-elles occuper des positions de pouvoir, être cheffe de service, voire directrice générale ?

L'idée n'est pas de nier les différences sexuelles mais de lutter contre les modèles, clichés ou représentations qui enferment les personnes et les empêchent de vivre pleinement. Il s'agit donc de garantir l'égalité entre les personnes indépendamment de leur sexe : égalité de droits, égalité dans l'accès à des métiers ou des fonctions, égalité dans l'accès à des ressources.

Le « gender mainstreaming » se définit comme la prise en compte du genre dans les politiques publiques. Il s'agit d'une stratégie transversale qui concerne tous les domaines de compétence. Le « gender mainstreaming » se distingue par son caractère largement **préventif** (il vise à éviter la création ou le renforcement des inégalités), **transversal** (tous les domaines sont concernés) et **structurel** (approche permanente qui s'intègre dans les processus de travail).

Précisons que le « gender mainstreaming » prévoit la réduction des inégalités au bénéfice à la fois des hommes et des femmes. Le rééquilibrage d'une situation où des hommes sont discriminés en raison du genre fait aussi partie du champ d'action du « gender mainstreaming ». Cette démarche fait partie de la lutte contre toutes les formes de discriminations, en fonction de la race, de l'âge, du handicap, de la préférence sexuelle, etc.

2) Etat de la situation globale :

En ce qui concerne le Gender Mainstreaming et son application au niveau local, la Ville de Bruxelles est un bon exemple, même si elle n'est pas en Wallonie, car elle a adopté un plan d'action¹ basé sur la Charte Européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale². En effet, la signature de cette Charte implique la création d'un plan endéans les deux années suivant la signature. Seules 4 communes wallonnes (Ath, Gesves, Hannut et Huy) l'ont signée. Mais aucune ne dispose de plan d'action. Le plan d'action de la Ville de Bruxelles est bien structuré et comporte des indicateurs de suivi.

La Ville de Namur apparaît au premier abord la commune wallonne la plus avancée en la matière car elle dispose d'un plan de Gender Mainstreaming. Ce plan, adopté en 2016, n'a pas encore été évalué. D'autres communes de Wallonie pourraient avoir mené des actions même disparates et sans plan global, intéressantes dans ce domaine, dans certains cas, probablement sans le savoir. Par exemple, développer les logements sociaux est déjà du Gender Mainstreaming car ce sont les femmes qui sont les personnes les plus précarisées en Région wallonne. Établir des critères d'attribution de ces logements de telle manière que les femmes victimes de violence conjugale soient prioritaires est évidemment encore mieux. Ouvrir les services communaux sur le temps de midi et le samedi matin est aussi du Gender Mainstreaming car ce sont les femmes qui font généralement les démarches administratives.

En dehors du Gender Mainstreaming à proprement parler, de nombreuses communes wallonnes ont adopté la Charte de l'égalité des chances dans les communes wallonnes³. Les communes signataires sont au nombre de 108. Cette Charte est relative à l'égalité des chances en général, donc relative à toutes les formes de discrimination comme le pays d'origine, l'origine sociale, les convictions religieuses ou philosophiques, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap. La signature de cette Charte implique notamment pour les communes signataires, la désignation au sein de la commune d'une personne référente

¹ Téléchargeable à l'adresse :

https://www.bruxelles.be/sites/default/files/bxl/PlandActions_approuve%202014.pdf

² Dénommée « Charte Européenne » dans le présent rapport et téléchargeable à l'adresse :

<http://www.afcre.org/mailling/Charte-%C3%A9galit%C3%A9-FR.pdf>

³ Dénommée « Charte Wallonne » dans le présent rapport et téléchargeable à l'adresse :

http://actionsociale.wallonie.be/sites/default/files/documents/2016_Brochure_Charte%20egalite.pdf

en charge de l'égalité des chances, l'intégration de l'égalité des chances dans tous les domaines de la vie politique et la mise en place d'un plan d'action.

3) Contexte de l'étude :

Notre ASBL M.E.F.H., le Mouvement pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, s'est donnée pour objectif, lors de sa création, l'établissement d'une égalité réelle de fait entre les femmes et les hommes. Cela comprend pour nous le développement de stratégies à mettre en place pour progresser en matière de droits, d'égalité de fait et de parité car il s'agit non seulement d'une question de démocratie et d'équité mais aussi d'avancées pour l'ensemble de nos sociétés.

Un de nos projets a été de vouloir développer le Gender Mainstreaming par la sensibilisation des acteurs locaux. Nous nous sommes basées sur un guide d'implantation du Gender Mainstreaming au sein des communes⁴ réalisé par Donatienne Portugaels.

Au niveau législatif, la dimension de genre a été intégrée dans les politiques fédérales dans la Loi du 12 janvier 2007 et dans le décret du 11 avril 2014 au niveau de la Région Wallonne, à la suite de quoi le premier plan wallon de Gender Mainstreaming, le plan Gender, a été mis sur pied par le Ministre Maxime Prévot. Ce plan prévoit un engagement du gouvernement wallon et de ses ministres à intégrer la dimension de genre dans leurs politiques.

C'est dans ce cadre que nous avons obtenu des subventions pour rencontrer, sensibiliser et échanger avec des acteurs communaux sur le Gender Mainstreaming. Au total, ce sont les 262 communes wallonnes que nous envisageons de rencontrer.

Lors d'une première subvention qui s'est étendue du 01/09/2016 au 30/11/2017, nous avons rencontré 20 communes.

Les conclusions que nous avons tirées de cette première phase sont que les communes font énormément d'actions diverses dans le domaine de l'égalité des chances, de l'égalité femmes-hommes et surtout aussi dans le Gender Mainstreaming. Ces actions sont réalisées par des acteurs communaux qui agissent pour le bien des citoyen·ne·s mais ne sont

⁴ Guide téléchargeable sur le site internet de l'ASBL : <http://m-egalitefemmeshommes.be/wp-content/uploads/2020/01/Guide-gender-M-2016-web.pdf>

pas toujours conscients qu'ils amènent également une meilleure égalité entre les femmes et les hommes. De plus, la plupart du temps, ces actions et activités diverses n'apparaissent pas de manière structurée et organisée en lien avec leur impact différencié sur les femmes et les hommes, ni dans un plan, ni dans un rapport d'activités. Ce qui rend l'organisation d'un échange d'expérience plus difficile.

Lors d'un second projet, nous avons rencontré 20 autres communes. Pour ce projet, nous avons cherché à élargir notre groupe pilote en continuant à aller à la rencontre d'autres communes motivées, toujours dans un objectif de sensibilisation et d'aide à la réalisation de plans de Gender Mainstreaming et aussi dans un objectif d'échange d'expériences. Pour ce faire, nous avons contacté les plus grosses villes de Wallonie comme Charleroi, Liège, Mons, Tournai, et Seraing. Nous avons également recherché la présence de Commissions consultatives de l'égalité femmes-hommes, comme à Charleroi, Liège ou La Louvière. Nous nous étions aussi tournées prioritairement vers les communes ayant signé la Charte Wallonne, ou celles ayant signé la Charte Européenne et/ou celles ayant un-e échevin-e de l'égalité des chances.

Lors de nos visites, nous présentions notre ASBL et notre guide d'implantation du Gender Mainstreaming au sein de la commune. Il permettait ensuite d'entamer la discussion sur le profil de la commune que nous rencontrions et sur ce qu'il s'y faisait déjà en matière d'égalité femmes-hommes. Nous les avons également encouragées à mettre ces actions dans un plan en leur donnant pour exemple le plan de la Ville de Bruxelles ou celui de la Ville de Namur en leur en remettant un exemplaire. Dans certaines communes et selon l'intérêt, nous avons proposé des plans d'actions français comme ceux de la ville de Bordeaux ou de Lille⁵. Nous les avons aussi incitées à signer les différentes chartes qui existent comme la Charte Européenne, ainsi qu'à questionner leur bourgmestre pour savoir si leur zone de police avait signé ou non la Charte prévue pour les membres de la Police.

La présente étude est donc issue de notre action de sensibilisation des acteurs communaux au Gender Mainstreaming. Comme expliqué ci-dessus, ces projet de sensibilisation, soutenus financièrement par la Wallonie, ont consisté en des rencontres de différents acteurs dans les communes. Et c'est au travers des dernières rencontres que nous

⁵ Téléchargeable à l'adresse : <http://m-egalitefemmeshommes.be/wp-content/uploads/2020/02/PLANDACTIONSEFH2017.pdf>

avons construit cette image du niveau de sensibilité de 20 communes au Gender Mainstreaming présentée dans cette étude. La prise en compte des inégalités entre les femmes et les hommes au travers des politiques communales est essentielle pour l'évolution de notre société.

Observations dans les communes rencontrées :

1) Herve

Herve est une Ville de 17.572 habitant·e·s⁶ située dans la Province de Liège. Le Président du CPAS avait l'égalité des chances dans ses compétences en affaires sociales (personnes handicapées, famille, troisième âge, coopération au développement et égalité des chances), ainsi que le logement.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités dans cette ville lors de notre visite :

- ❖ Groupe « Jeunes mamans » : organisent toute une série d'activités pour elles, estime de soi, formation, les sortir de la précarité. « Cette structure, soutenue par le service Enfance et Jeunesse et par le service d'Insertion socioprofessionnelle du CPAS, vient en aide aux mamans soucieuses de développer l'estime de soi, de créer du lien, de développer l'épanouissement personnel. » But : insertion sociale et professionnelle par la suite.
- ❖ ATL : Service Accueil durant le Temps Libre. Service payant mais « relativement démocratique », en fonction des revenus et parfois pris en charge si la personne ne sait pas payer. « Le secteur ATL regroupe l'ensemble des activités organisées par des milieux d'accueil, en dehors du temps scolaire : après l'école, le week-end ou pendant les congés scolaires. Il rassemble les activités d'accueil et les animations éducatives, culturelles et sportives, qu'elles soient organisées par les clubs sportifs, les maisons de quartier, les accueils scolaires, les mouvements de jeunesse, les écoles de devoirs, ... de la Ville de Herve. »
- ❖ Projet : semaine sans écrans, (organisé par « culture pour tous ») pour le public plus précaire, plus éloigné de la culture avec le CPAS, le service du PCS⁷ etc. Le groupe jeunes mamans va y participer, se mettre en valeur, défiler, etc.
- ❖ Réflexion sur le choix de noms de femmes pour nommer les nouvelles rues.

⁶ Chiffres issus de l'UVCW au 01/01/2018.

⁷ PCS : Plan de Cohésion Sociale, dénommé PCS dans ce travail.

- ❖ Le CPAS de Herve entame très souvent des poursuites lorsque les pensions alimentaires ne sont pas payées.
- ❖ SEOP : Service d'écoute et d'orientation psychologique (pour orienter les personnes vers les bons services, notamment victimes de violences) à Herve. Logements d'urgence à Herve, pas forcément connus de tou-te-s pour protéger la personne, ils ont déjà eu des femmes victimes de violences.
- ❖ L'AIS (agence immobilière sociale) prend en compte cette problématique sociale des femmes et des familles monoparentales.
- ❖ Médiatisation de la confrérie de la poule noire à Herve. Il s'agit d'une « confrérie » exclusivement féminine reconnue par l'Union du Folklore de la Province de Liège. Elles participent régulièrement à des chapitres organisés par d'autres confréries en Belgique ou en France où elles font connaître la poule noire de Herve, notamment en offrant un panier d'œufs. Des personnes les contactent souvent pour savoir où se procurer des œufs et même des poules à élever. Chaque année, elles participent à la cavalcade de Herve. Tous les 2 ans, elles organisent un chapitre qui est un repas au cours duquel est servi un plat mettant en valeur les qualités gustatives de la chair de la poule ou du coq noir. Elles intronisent une dizaine de représentantes du monde féminin ainsi qu'un seul représentant d'exception du monde masculin qui a la lourde charge d'être leur coq jusqu'au chapitre suivant... Cette confrérie a autant de place que le fromage de Herve.
- ❖ Travail de l'égalité des chances mais pas vraiment axé sur le genre (ruban blanc, etc.).
- ❖ Il y a des conseils communaux consultatifs des aînés et de la personne handicapée à Herve mais c'est compliqué de réunir des gens et de faire avancer les choses.
- ❖ Herve est assez avancé en ce qui concerne les personnes à mobilité réduite (label Handicity). Cela peut aussi servir aux personnes circulant avec des poussettes par exemple.
- ❖ Il y a une motivation pour agir concrètement mais pas d'envie d'alourdir les actions avec des plans et des rapports d'activités.

La Ville de Herve n'a pas signé la Charte Européenne mais bien la Charte Wallonne. Elle ne dispose cependant pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Herve ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances. Cependant, les acteurs communaux rencontrés nous ont paru sensibles à la question des difficultés plus spécifiques que peuvent rencontrer les femmes.

2) Court-Saint-Etienne

Court-Saint-Etienne est une commune de 10.503 habitant·e·s⁸ située dans la Province du Brabant Wallon.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités dans cette commune lors de notre visite :

- ❖ A Court-St-Etienne, il n'y a pas de personne à temps plein pour l'égalité, ni de permanence juridique pour les femmes divorcées, pensions, etc.
- ❖ Il y a une réticence en ce qui concerne certaines féminisations de titres de fonction (comme cheffe par exemple).
- ❖ Ils ont essayé de mettre en place une commission consultative de la famille (qui n'a pas fonctionné) et de la personne handicapée (3 personnes qui se sont vues deux fois et puis c'était fini).
- ❖ Egalité des chances : pas de service ici ni de Plan de Cohésion Sociale, ni de personne référence. Il y a eu des appels à projet il y a quelques années mais n'ont pas aboutis.
- ❖ La commune n'a pas de plan stratégique transversal.
- ❖ Plan de mobilité qui peut servir aux femmes (amélioration TEC,...)
- ❖ Maison maternelle Paul Henricot : maison d'accueil d'urgences pour les femmes avec enfants en bas âge (victimes de violences,...).
- ❖ Les soeurs Sana, habitantes de la commune, ont participé aux jeux paralympiques et ont bien été médiatisées sur Facebook ainsi que sur la page de la commune. Elles étaient aussi en première page de la revue communale. Elles ont reçu un soutien financier de la commune. Elles ont eu la médaille de bronze aux jeux paralympiques. Elles ont été reçues par le conseil communal à leur retour qui trouvait important de les mettre en valeur. Elles disent que ça ne rapporte rien du tout. Une médaille de bronze = 10.000 €. Alors que rien que le voyage et la participation aux jeux paralympiques coûte 60.000 €. Une des 2, Eléonore, est mal voyante et l'autre est valide et la guide. Elles faisaient de la danse avant mais ce n'est pas dans les

⁸ Chiffres issus de l'UVCW au 01/01/2018.

disciplines des jeux paralympiques. Donc elles ont choisi parmi la liste des sports et ont choisi le ski et ont réussi.

- ❖ L'accueil des enfants et les crèches sont aussi des politiques de Gender Mainstreaming (un puériculteur dans l'équipe). Ici une crèche pour 42 enfants, il y a de la place et d'autres crèches ouvrent aux alentours.
- ❖ Offres d'emploi souvent mises dans leur forme la plus courante (infirmière) avec h/f derrière.
- ❖ Action "été solidaire" où on engage des jeunes (50% de filles, 50% de garçons). Mais pas toujours dans un but genré.
- ❖ La Chaloupe (Aide en Milieu Ouvert) "J'court" qui est basée à Ottignies, a aussi une antenne à Court-Saint-Etienne qui y subsidie du personnel. La Chaloupe pourrait sensibiliser les garçons par rapport à leur comportement par exemple.
- ❖ L'Agence Locale pour l'Emploi sert principalement aux femmes pour trouver du travail. On emploie surtout des personnes pour l'accueil des enfants pendant les périodes extra scolaires (principalement des femmes).
- ❖ Ecrivain public : pas encore fort fréquenté. Il a commencé au mois de septembre avec le CPAS. Il y a 2 permanences au CPAS et une permanence à la commune. Celle-ci a fait une campagne d'information via Facebook, via la presse et un article dans le bulletin communal pour faire connaître cet écrivain public (mais les citoyen·e·s ne sont pas encore assez au courant).
- ❖ Au niveau du CPAS, il y a un service d'aide et d'accompagnement des victimes (avec une personne formée à l'accompagnement des victimes, et un travail en collaboration avec la Police) et d'aide à l'insertion professionnelle qui peuvent servir aux femmes.
- ❖ Amélioration des transports en commun (plan communal de mobilité): aménagement des arrêts, arrêts rehaussés, les quais des trains aussi. Nouvelles lignes de bus. Proxibus (contact avec Mont-Saint-Guibert): la commune a voulu mettre en place un proxibus dans un endroit pas du tout desservi par les transports. Bus mis à

diposition par le Tec, mais chauffeur financé par la commune. Pour l'instant, cela n'a pas encore abouti. Il y a un quartier de la commune qui n'a aucun transport alors qu'il est tout près d'Ottignies et de Louvain-la-Neuve.

- ❖ Taxi social au niveau du CPAS: bénévoles qui vont chercher des personnes à leur domicile pour les conduire (30 cents/km). A la base, "centrale des moins mobiles", pour les personnes âgées. Le taxi tec est dans le plan communal de mobilité mais n'est pas développé pour le moment.
- ❖ La commune affiche les campagnes de sensibilisation.
- ❖ Réflexion sur l'urbanisme afin de "favoriser les espaces de convivialité, le vivre ensemble".
- ❖ La commune essaie d'avoir des logements qui favorisent l'intégration des familles (tailles pas juste pour une personne, au minimum deux chambres, etc.) et qui peuvent s'adresser à tout le monde.
- ❖ Il y a un conseil communal des enfants où il y a des filles et des garçons.
- ❖ Au niveau des accueillantes d'enfants, la commune a décidé de passer à des CDI pour certaines personnes pour plus de facilités pour la commune, mais aussi pour stabiliser les gens. Mais ce n'est pas toujours possible d'avoir des temps plein, alors ce sont des temps partiels.
- ❖ Il y a un intérêt pour l'idée de féminiser les noms de rues via le cercle d'histoire pour faire une recherche sur des femmes ayant eu un rôle important dans l'histoire de la commune.

La commune de Court-Saint-Etienne n'a pas signé la Charte Européenne ni la Charte Wallonne. Elle ne dispose pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Court-Saint-Etienne ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances. Cependant, cette rencontre de sensibilisation était intéressante, la commune nous a paru sensible à la

question, où d'ailleurs pas mal de choses sont déjà en place, et il y a un intérêt au sujet et aux éventuelles réunions de réseaux afin d'être soutenu dans cette démarche.

3) Marche-en-Famenne

Marche-en-Famenne est une ville de 17.455 habitant·e·s⁹ située dans la Province de Luxembourg. Dans la législature de cette période, il n'y avait pas d'échevin·e de l'égalité des chances, mais un service du Plan de Cohésion Sociale.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités dans cette ville lors de notre visite :

- ❖ A Marche-en-Famenne, il y a beaucoup de femmes dans l'administration (quelques femmes dans l'administration du service travaux. Une femme à la tête du service parcs/espaces verts), une directrice financière, une directrice de la coordination enfance, et le bras droit du directeur général est une femme.
- ❖ Il y a une réticence par rapport au service juridique pour les femmes en cas de divorce.
- ❖ Il y a des logements d'urgence réservés aux femmes à Marche (gerés par le CPAS). A l'Agence Immobilière Sociale, il y a des points d'attribution distribués par le gouvernement wallon (peut-être que la famille monoparentale en fait partie).
- ❖ Dans le cadre des activités dans les cités, Marche a essayé de favoriser la pratique sportive chez les jeunes filles mais c'est très difficile. Le Family days a lieu dans les cités avec des balades à vélo organisées. Les jeunes filles ont voulu faire de la danse hip-hop mais cela a marché deux fois puis s'est arrêté. Les activités avec les jeunes filles sont organisées par les éducateurs de rue.
- ❖ Il y a un intérêt pour l'établissement de statistiques au niveau sportif dans la ville.
- ❖ Dans le Plan de Cohésion Sociale, il n'y a rien de spécifique par rapport à l'égalité femmes/hommes. Le Plan oeuvre au développemet de la cohésion sociale au niveau des quartiers et le personnel essaye d'atténuer la pauvreté en luttant contre la précarité. Le Plan se base sur les 4 axes habituels du Plan de Cohésion Sociale. Celui-ci est d'ailleurs en cours d'évaluation en ce moment.

La Ville de Marche-en-Famenne n'a pas signé la Charte Européenne ni la Charte Wallonne. Elle ne dispose pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Marche-en-Famenne ne dispose pas non plus de Conseil

⁹ Chiffres issus de l'UVCW au 01/01/2018.

consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances. Cependant, il y a un intérêt à la question, notamment dans la recherche de statistiques genrées, ainsi que dans l'organisation d'activités intéressant les filles. Cette rencontre d'analyse de la sensibilité fut intéressante.

4) La Louvière

La Louvière est une ville de 80.464 habitant·e·s¹⁰ située dans la Province de Hainaut. Dans cette ville, il n'y avait pas d'échevin·e de l'égalité des chances. Nous avons cependant contacté la commune car il y a une commission consultative de l'égalité femmes/hommes.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités dans cette ville lors de notre visite :

- ❖ A La Louvière, l'équipe féminine de foot (FC Fémina La Louvière) est très encouragée (elles montaient en national). Aide aux entraînements, foot en salle, etc.
- ❖ A La Louvière il y a un conseil consultatif pour l'égalité hommes/femmes qui a quand même une influence.
- ❖ Il y a pas mal d'avancées au niveau des inégalités en général.
- ❖ Club de basket féminin qui était très bon mais qui s'est séparé.
- ❖ La mixité dans les chef·fe·s de département est visée à La Louvière. Il existe une quasi parité dans les postes les plus élevés (mais pas par rapport au 60%-70% de femmes dans les poste administratifs plus bas).
- ❖ Statistiques genrées: au niveau des sports, la ville pourrait les avoir rapidement.
- ❖ La ville développe aussi le sport chez les seniors.
- ❖ Chaque année un ou une sportif·ve est élu·e à La Louvière et souvent il y a eu des filles (mais peut-être pas une parité, plus d'hommes qui font du sport de haut niveau). Création aussi du prix du coup de coeur pour éviter qu'il n'y ait que les élites qui soient récompensées.
- ❖ C'est une Echevine des finances à La Louvière.
- ❖ AIS, société de logement, logements d'urgence etc à La Louvière, pour les violences conjugales.
- ❖ À propos de la féminisation des noms de rues : ils le font, ont mis quelques rues : rue Florentine, Joos Lambert par exemple.
- ❖ Quelques féminisation de professions dans l'administration, par exemple ils disent la Cheffe du plan de cohésion sociale (mais pas partout).
- ❖ Des activités du style marche nordique pourraient être mises en place pour les familles monoparentales par exemple, avec une garderie etc.

¹⁰ Chiffres issus de l'UVCW au 01/01/2018.

La Ville de La Louvière n'a pas signé la Charte Européenne mais bien la Charte Wallonne. Elle ne dispose cependant pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Cependant, La Louvière dispose d'un Conseil Consultatif Communal pour l'égalité hommes-femmes, ce qui est très positif et pas courant parmi les communes que nous avons rencontrées. En effet, une telle commission peut faire remonter les demandes des citoyen·ne·s et aider les pouvoirs communaux à être plus attentif·ve·s et conscient·e·s par rapport à l'égalité femmes-hommes. Et il y a un intérêt pour la question, la Ville fait déjà des actions dans ce domaine et il y a un intérêt dans l'établissement de statistiques genrées pour La Louvière afin de déceler les inégalités méconnues.

5) Andenne

Andenne est une ville de 26.985 habitant·e·s¹¹ située dans la Province de Namur. Dans la législature de cette période, il n'y avait pas d'échevin·e de l'égalité des chances, mais un service de Cohésion Sociale.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités dans cette ville lors de notre visite :

- ❖ La Ville d'Andenne ne dispose pas de plan d'actions égalité des chances. La Ville réalise des actions ponctuelles, mais pas d'actions transversales.
- ❖ Le Collège a un Bourgmestre en place depuis 1972. Il y a un Echevin qui est présent depuis longtemps aussi. Le Collège respecte la présence des femmes mais n'en est pas plus convaincu que cela. Il y a 2 femmes sur 5 personnes dans le comité de direction.
- ❖ Il existe une permanence juridique au CPAS, mais qui n'est pas spécifique pour les femmes.
- ❖ Un gros problème dans la Ville est la question de la mobilité, c'est compliqué pour les citoyen·ne·s de se déplacer.
- ❖ La Ville a un bon contact avec la greffière de la Justice de Paix de Namur, il y a 2-3 avocat·e·s de référence en cas de questions. Il y a aussi un partenariat avec le centre de Planning de Namur où une personne peut venir à Andenne pour aider dans le cas de violences conjugales. Il existe aussi une assistante sociale à la zone de Police de la Ville, qui est appelable, et qui est de bon conseil en cas de problèmes. Celle-ci donne aussi une formation en interne pour la Ville chaque année.
- ❖ A Andenne, il y a juste une commission consultative des aînés, et pas d'autres. Vie Féminine n'est plus présente dans la Ville, mais si une antenne se ré-ouvrait, il y aurait alors la possibilité de mettre sur pied une commission consultative de l'égalité femmes-hommes. En effet, la section locale de Vie Féminine était très active auparavant.
- ❖ Il n'y a pas d'échevin·e·s de l'égalité des chances à Andenne même s'il y a une demande dans ce sens. Il n'y a pas de personne responsable pour cette matière non plus.

¹¹ Chiffres issus de l'UVCW au 01/01/2018.

- ❖ La ville dispose d'un service spécialisé pour les assuétudes, agréé par la Région Wallonne, pour l'accueil et l'accompagnement psycho-médico-social : médecin, infirmière sociale, psychologue, accompagnement pluridisciplinaire. Le service constate qu'il y a beaucoup de femmes dépendantes à l'alcool ou aux médicaments, et beaucoup de jeunes dépendants aux drogues.
- ❖ L'équipe mobile à Andenne est utile pour la précarité moins visible car diluée, cachée, utile pour la grande précarité pour aller à la rencontre des citoyen-ne-s.
- ❖ Cellule français-langues étrangères : 2 personnes forment les personnes étrangères au français.
- ❖ Nouveau projet à Andenne : « Maman et bébé du monde » : activité qui se tient un jour/semaine pour accueillir et intégrer les mamans autrement.
- ❖ Cellule citoyenneté : projet de sensibilisation contre la montée de l'extrémisme avec des animations dans les écoles secondaires.
- ❖ Maisons de quartier : disposent d'un espace public numérique avec des formations en informatique (grand intérêt des séniors), activités intergénérationnelles, école de devoirs.
- ❖ Ateliers bébé-rencontres : avec des professionnel-le-s qui viennent parler aux parents (quelques papas viennent parfois), importance de la kiné.
- ❖ Maison de l'emploi : Forem, service de la Ville, Agence locale pour l'emploi, service pour les personnes handicapées.
- ❖ Au niveau de la population de la Ville d'Andenne, le fossé et les écarts se creusent. Il y a des gens plus aisés et de nouveaux projets immobiliers, mais aussi un nombre croissant de gens en situation plus précaire.
- ❖ Il existe un plan hiver à Andenne, avec la distribution de soupe et de repas.
- ❖ Il n'y a pas beaucoup d'immigration à Andenne.
- ❖ Le guichet population est ouvert le samedi matin et un jour de la semaine jusque 18h.
- ❖ Il existe 2 taxis sociaux gérés par le CPAS et payant au kilomètre.

Malgré l'absence d'échevinat de l'égalité des chances ou de personne responsable de cette compétence, la Ville d'Andenne paraît très dynamique pour aider ses citoyen-ne-s. Andenne n'a donc pas signé la Charte Européenne mais elle a signé la Charte Wallonne. La

Ville ne dispose cependant pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Andenne ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances.

6) Charleroi

La Ville de Charleroi est une ville de 201.327 habitant·e·s¹² située dans la Province de Hainaut. Lors de la précédente législature, la Ville disposait d'un Echevin de l'égalité des chances.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités dans cette ville lors de notre visite :

- ❖ Il y avait avant un échevinat de la personne handicapée à Charleroi.
- ❖ Il y a une antenne du Conseil des Femmes francophones de Belgique à Charleroi. Elles organisent notamment le festival « Elles tissent la toile du Nord au Sud ».
- ❖ Il y a une plateforme pour les violences conjugales.
- ❖ Service Egalité des chances : la Ville a signé la Charte Wallonne. Et le Conseil Consultatif égalité femmes-hommes a fait signer à la Ville, pour se différencier, une autre Charte égalité femmes-hommes, mais qui n'est pas la Charte Européenne. Le responsable du Service Egalité des chances est composé de 3 axes : l'axe égalité femmes-hommes (1 personne à Temps plein), l'axe handicontact (2 personnes, projet « les cailloux du Petit Poucet : accompagnement scolaire pour enfants handicapés, aide pour 140 familles), et l'axe intégration (1 personne, mais en fin de carrière, et ne sera pas remplacée). Le Service est donc composé d'un chef, de 4 personnes administratives, de 4 responsables et de 4 puéricultrices.
- ❖ Il y a eu la création de la Maison Plurielle (qui a été menacée de fermeture en 2016). Il y a beaucoup de travail sur les violences conjugales, campagne du ruban blanc, etc.
- ❖ Conseil Consultatif de l'égalité femmes-hommes : il est nommé par le Conseil Communal. Il s'agit de représentant·e·s du monde associatif et de personnes élues. Le Conseil remet des avis, notamment sur la prostitution, sur la précarité, sur la fin des publicités sexistes, etc. Le Conseil consultatif a fait une présentation au Conseil Communal mais n'a pas ressenti énormément d'intérêt de sa part. C'est la première année où tous les conseils de participation et conseils consultatifs ont pu être entendus.
- ❖ Il y a des nouvelles dynamiques socio-culturelles dans la Ville, urbanisme genré. Le Service Egalité des chances est invité aux conseils consultatifs et participe aux avis.

¹² Chiffres issus de l'UVCW au 01/01/2018.

- ❖ L'Echevine de la jeunesse et de l'enseignement est sensible au genre, et a notamment fait mener des projets de cours genrés dans les écoles.
- ❖ Certain·e·s supporters de l'équipe de football de Charleroi ont porté des t-shirts « sensibles à l'égalité femmes-hommes ».
- ❖ Charleroi Bouwmeester (structure indépendante qui propose au Collège Communal et au Conseil Communal des fiches projets destinées à dessiner les contours d'un développement urbain, paysager et architectural cohérent) est sensible à l'urbanisme genré.
- ❖ Le Service Accueil Temps Libre a sensibilisé aussi le Bouwmeester à la sécurité des enfants en ville, tout a été réorganisé, 150 personnes y travaillent, garderies gratuites, plaines de jeux, rues fermées pour le jeu et accueil des enfants. Les Plaines sont inclusives, plaines communales avec des animateurs de la Province.
- ❖ Gender Budgeting : le Service Egalité des chances essaie de l'implanter, mais c'est difficile à mettre en place.
- ❖ L'Institut de l'égalité entre les femmes et les hommes a une permanence à Charleroi.
- ❖ Le Service Egalité des chances travaille aussi à l'intégration de critères de genre dans les critères de subventionnement.
- ❖ Il est également en train de travailler sur la récolte de statistiques genrées.
- ❖ Collectif des « siffleuses » : sifflent les hommes le 8 mars, lors de la journée internationale des droits des femmes. Elles sont aussi allées placarder des noms de femmes sur les noms de rues actuels.
- ❖ Il y a à Charleroi, une équipe féminine de Rugby très active et de haut niveau. Cette équipe a d'ailleurs été mise en avant par une campagne des Femmes Prévoyantes Socialistes, afin de mettre en avant des femmes sportives.

La Ville de Charleroi n'a donc pas signé la Charte Européenne mais bien la Charte Wallonne. Et elle dispose également d'un Conseil Consultatif de l'Egalité femmes-hommes, assez actif dans la remise d'avis à destination du pouvoir politique. Elle ne dispose cependant pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Nous avons été contentes de rencontrer les personnes dynamiques sur la question de l'égalité femmes-hommes de la Ville de Charleroi. Il est également positif

de voir que le genre semble être important dans plusieurs domaines de compétence de la Ville.

7) Nivelles

Nivelles est une ville de la Province du Brabant Wallon de 28.503 habitant·e·s¹³. A Nivelles, il y a une Echevine de l’Egalité des chances qui est la Présidente du CPAS. Et le Service Egalité des chances est dénommé ici « Guichet social ».

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités dans cette ville lors de notre visite :

- ❖ Des mesures de sécurité importantes ont été prises à Nivelles afin que les filles se sentent mieux.
- ❖ Il y a une conscience à Nivelles qu’il n’y a pas toujours de commodités adaptées aux filles dans les infrastructures sportives.
- ❖ La maison des jeunes est fréquentée par beaucoup de garçons.
- ❖ Il n’y a pas d’abri de nuit à Nivelles.
- ❖ Il y a eu des formations de l’ASBL e-gender à Nivelles.
- ❖ Le Plan stratégique transversal est en train d’être rédigé.
- ❖ Au niveau du CPAS : il y a des permanences juridiques en général et l’ASBL Tamaris a des avocates et psychologues spécialisées dans les violences conjugales.
- ❖ Il y a des logements d’urgence, de transit, et la Ville a des accords avec certains hôtels.
- ❖ Une nouvelle école va être construite. Il y a un intérêt pour l’intégration de la prise en compte du genre dans l’aménagement de cette école.
- ❖ Il y a un taxi social au CPAS.
- ❖ Le CPAS travaille en lien avec la Police.
- ❖ Il existe une maison d’accueil, la maison d’accueil « les 4 vents » qui accueille des familles monoparentales.
- ❖ La question des toilettes publiques est une problématique dont la ville est consciente.
- ❖ Lors de la journée du 8 mars, des femmes nivelloises sont mises à l’honneur. Il y a un appel à candidatures et 7 femmes sont mises à l’honneur. Leur slogan est « l’égalité n’est pas une question de paire ».

¹³ Chiffres de l’UVCW au 01/01/2018.

- ❖ Journée internationale de la fille le 11 octobre : la Ville organise notamment des soirées avec des témoignages pour lutter contre l'excision, les mariages forcés, etc.
- ❖ Il existe à Nivelles une Commission consultative des aîné·e·s, de la personne handicapée. Une commission pour l'égalité femmes-hommes pourrait être créée avec Vie Féminine, l'ASBL Tamaris, etc.

Nivelles n'a pas signé la Charte Européenne mais elle a signé la Charte Wallonne. La Ville ne dispose cependant pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Nivelles ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances. Nous avons cependant été contentes de rencontrer l'Echevine de l'Egalité des chances, ainsi que sa collaboratrice au sein de l'administration. Elles paraissent conscientes des inégalités, et intéressées et motivées à tenter de les diminuer.

8) Huy

Huy est une ville de la Province de Liège de 21.280 habitant-e-s¹⁴. Il y a une Echevine de l'Egalité des chances et de l'égalité femmes-hommes à Huy.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités dans cette ville lors de notre visite :

- ❖ En ce qui concerne le sport pour les femmes, la Ville de Huy encourage les clubs sportifs à la création d'équipes féminines lors des demandes de subsides. Il y a une équipe féminine de rugby qui fonctionne très bien.
- ❖ Huy coopère avec le Bénin pour la lutte contre les mutilations génitales féminines.
- ❖ Huy organise des activités dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, notamment des ateliers pour redonner confiance aux femmes précarisées.
- ❖ La Ville participe à la campagne du Ruban blanc du 25 novembre dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes, où des rubans blancs et des flyers d'informations des différentes aides sont distribués.
- ❖ La Ville dispose d'un citybus.
- ❖ La Ville de Huy a signé la Charte Européenne le 8 décembre 2015, et c'est passé au Conseil Communal. Par contre, elle n'a pas fait de plan spécifique, mais a essayé d'en tenir compte dans le Plan stratégique transversal. Et c'est une compétence transversale pour la Ville.
- ❖ En 2002, un forum international « Femmes et pauvreté » a été organisé à Huy.
- ❖ Organisation d'une journée de lutte contre la pauvreté chez les personnes âgées avec des témoignages anonymes de femmes âgées qui doivent encore travailler pour pouvoir survivre avec leur pension. Elles parlent aussi des problèmes de mobilité.
- ❖ La maison des jeunes a une responsable qui est sociologue et qui est sensible à cette question.
- ❖ La Ville ne dispose pas de rapports d'activités. Ce sont les actions qui ont été privilégiées.
- ❖ La Ville a organisé une conférence avec l'ASBL Praxis (ASBL qui aide les auteur-e-s de violences conjugales et intrafamiliales et réalise un travail de responsabilisation en groupe).

¹⁴ Chiffres de l'UVCW au 01/01/2018.

- ❖ Pas mal d'associations sont actives à Huy comme Vie Féminine, Les femmes solidaires, Femmes Hesbaye-Condroz, le CFFB, Garance, Unia, les Soroptimistes, la Croix rouge, Amnesty international, Dora Dores (pour les femmes étrangères), une branche femmes de la CGSP, Plan familial.
- ❖ Il n'y a pas de conseil consultatif femmes ou égalité à Huy, mais la Ville réunit souvent tous les services comme le Plan de cohésion sociale, la bibliothèque, la Police, etc. pour préparer les évènements et journées comme celles du 25 novembre, du 8 mars, de la Pauvreté, etc.
- ❖ Les Sœurs de Sainte Marie accueillent des femmes battues.
- ❖ Campagne et stages pour l'été : « Y'a pas que les mecs qui font du sport ».
- ❖ Des cours d'alphabétisation sont organisés. La mixité y posait problème au début mais cela va mieux actuellement.
- ❖ Concernant la Charte de la Police, le Chef de la zone ne souhaite pas la signer car ne la juge pas utile.
- ❖ La population de la Ville de Huy est assez stable, il y a 90 nationalités différentes, et 1500 étrangers, dont des kosovars, des albanais, etc.
- ❖ Un projet d'agoraspace est en cours de réalisation.
- ❖ La Ville est jumelée avec la ville de Compiègne et organise une course rose pour la campagne contre le cancer du sein.
- ❖ La Ville réfléchit à un label « gender friendly ».

La Ville de Huy a signé la Charte Européenne et la Charte Wallonne. La Ville ne dispose cependant pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Cependant, la Ville essaie d'intégrer l'égalité femmes-hommes de manière transversale au travers de son Plan stratégique transversal. La zone de Police n'a pas signé la Charte pour la Police. Huy ne dispose pas de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances. Et nous avons été contentes de rencontrer par hasard une nouvelle commune qui a signé la Charte Européenne. En effet, nous n'avions trouvé cette information nulle part ailleurs. Cet engagement de la part de la Ville témoigne d'une sensibilité et d'un intérêt bien présent pour la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

9) Liège

Liège est une ville de 196.337 habitant·e·s¹⁵ située dans la Province de Liège. La Ville ne dispose pas d'Echevin·e de l'égalité des chances. C'est le Bourgmestre qui a la compétence de l'égalité. La Ville a aussi une commission communale consultative Femmes et ville que nous souhaitons rencontrer.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités dans la ville lors de notre visite :

- ❖ Le Département des Services Sociaux et de Proximité rassemble différents services et compte environ 200 agent·e·s. Il y a une multitude de métiers qui peuvent être en contact avec la question du genre. Cette dynamique est d'ailleurs insufflée dans tous les services.
- ❖ L'organigramme de la Ville est assez complexe car le Département de Proximité dépend de 4 échevinats (Sport, jeunesse, culture, etc.) et que l'égalité des chances dépend du Bourgmestre.
- ❖ A Liège, il n'y a pas d'échevinat de l'égalité des chances mais une Commission consultative Femmes et Ville. L'avantage est que cette Commission dispose d'une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir politique, mais l'inconvénient est qu'il n'y a pas beaucoup de dialogue avec ce pouvoir politique. Il n'y a pas non plus dans l'administration de personne spécifique en charge de cette matière car il y a une volonté de travail transversal.
- ❖ Dans la gestion du plan fédéral pour les grandes villes (de plus de 50.000 habitant·e·s), il y avait, avant que cela ne soit régionalisé, des indications quant à la question de l'égalité femmes-hommes. La question est moins formelle qu'avant, mais en tout cas, il y a un projet de sensibilisation du personnel de la Ville pour 2019. Il y a aussi des programmes de sensibilisation du personnel des crèches et de l'enseignement.
- ❖ Il y a 18 maisons de jeunes à Liège. Il y a 30% de filles qui y viennent. Les travailleurs·euses sont demandeurs·euses de formations et d'outils.
- ❖ Dans le sport, il y a une équipe féminine de football à Liège.
- ❖ Il y a une Chaire du genre à l'Université de Liège.

¹⁵ Chiffres issus de l'UVCW au 01/01/2018.

- ❖ Le Journal communal est en écriture inclusive. Il est géré par une fonctionnaire communale qui est aussi dans la Commission consultative Femmes et Ville.
- ❖ Dans le cadre du projet « Eté solidaire », projet où des jeunes filles sont allées travailler avec les ouvriers du cimetière.
- ❖ Réflexion en cours sur les quotas et leurs intérêts, et sur l'importance de l'éducation.
- ❖ A propos des permanences juridiques, elles sont tenues par le monde associatif à Liège, et par les centres de plannings familiaux.

Nous avons été contentes de rencontrer une personne déléguée du Bourgmestre de la Ville de Liège. Nous pouvons donc supposer que notre présentation remontera directement au Bourgmestre. Nous sommes également contentes de l'intérêt porté sur la thématique du fait de la présence lors de notre rencontre de plusieurs personnes, dont la Présidente de la Commission Consultative Femmes et Ville. De plus, nous pouvons souligner leur réflexion et une politique d'intégration du genre de manière transversale depuis plus de quinze ans à Liège, notamment par la création de la Commission consultative communale Femmes et Ville, ayant pour objectif par exemple l'intégration de la dimension de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les politiques développées par le Conseil communal.

La Ville de Liège n'a pas signé la Charte Européenne mais bien la Charte Wallonne. Elle ne dispose cependant pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police.

10) Chaumont-Gistoux

Chaumont-Gistoux est une commune de la Province du Brabant Wallon de 11.706 habitant·e·s¹⁶. A Chaumont-Gistoux, il y a une Echevine de l'Egalité des chances qui est la Présidente du Cpas.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités dans la commune lors de notre visite :

- ❖ Le choix a été fait à Chaumont-Gistoux de tout regrouper au CPAS. Il n'y a plus d'échevinat des affaires sociales. Il y a un Plan de cohésion sociale et il y a une très bonne collaboration avec le Collège.
- ❖ La commune dispose d'une « maison des jeunes itinérante » car il y a 8 villages à Chaumont-Gistoux. La commune paie l'entretien du bus, le CPAS fournit les éducateurs·trices, et ça fonctionne très bien. Mais il y a des difficultés pour y attirer les filles. Il y a la question de créer un atelier « filles » pour les faire venir, en tout cas au début, il semble qu'il faille passer par là.
- ❖ Expérience menée : « Maman Ours, Papa Ours » : histoire où un ours est assis dans le fauteuil et un autre est en cuisine → lequel est la papa ou la maman ?
- ❖ Il y a 5 écoles communales. Une journée de la diversité est organisée pour toutes les 4^{ème} primaires de la commune, avec différents ateliers : diversité, handicap, relations Nord/Sud, genre, etc.
- ❖ La question du genre n'est pas intégrée dans le Plan de cohésion sociale. Mais ce serait bien d'en faire un axe du Plan stratégique transversal. La commune parle beaucoup de handicap depuis 10 ans (car le Bourgmestre fait partie de l'AVIQ). La commune ne traite pas beaucoup de la question de l'intégration car il n'y a pas beaucoup de personnes migrantes. Par contre, il y a pas mal de gens aisés avec des familles où la femme ne travaille pas, et où des problèmes surviennent lorsque celle-ci souhaite quitter son mari.
- ❖ Il y a un souhait d'organiser une formation spécifique à destination des chef·fe·s de service afin de les conscientiser sur les stéréotypes et sur les inégalités, mais sans culpabiliser les hommes. Et une personne pourrait coordonner cela.

¹⁶ Chiffres de l'UVCW au 01/01/2018.

- ❖ Dans le service Accueil temps libre, il y a 4 hommes/28 membres, et une femme/4 pour les espaces verts.
- ❖ Il existe un taxi pour les seniors (ASBL) pour les déplacements médicaux, et qui est gratuit. Et il y a un taxi social du CPAS pour les autres déplacements, payant au prix coûtant au Kilomètre.
- ❖ Tous les courriers officiels de la commune et du CPAS ont le logo « Chaumont-Gistoux dit non à la violence intra-familiale » (voir image ci-contre).



- ❖ Chaque année, des actions de lutte contre les violences faites aux femmes sont organisées. Il y a une bonne collaboration avec la Police et l'Inspecteur est psychologue également. Tous les agent·e·s ont été sensibilisé·e·s. Et il y a une très bonne collaboration en cas de problèmes.
- ❖ Il y a une bonne équipe féminine de volley à Chaumont-Gistoux.
- ❖ Il va y avoir une demande au Cercle d'histoire de la commune pour savoir s'il y a des noms de femmes qui pourraient être donnés aux nouvelles rues.
- ❖ Le Conseil consultatif de la personne handicapée était très actif lors de la précédente législature. Lors de celle-ci, le Conseil consultatif des aîné·e·s est très motivé. Il a été à la rencontre de chaque aîné·e chez lui/elle. Ensuite, des suivis ont été mis en place comme par exemple la distribution de repas chauds afin de lutter contre l'isolement et retisser des liens sociaux.
- ❖ Au niveau de la population, il est plus difficile d'avoir des jeunes engagés et motivés pour la commune car vont tous/toutes vers Louvain-la-Neuve.
- ❖ Il y a aussi le souhait de faire appel à des formations contre les stéréotypes (avec l'exemple d'un papa qui rouspète parce que son fils a porté un déguisement de fille).
- ❖ Accueil à Chaumont-Gistoux de 8 MENA (Mineur étranger non accompagné).
- ❖ Sensibilisation des enfants lors de l'action « Place aux enfants ».
- ❖ Achat de livres qui font attention au genre.

- ❖ Aménagement des cours de récréation réfléchies en zones pour lutter contre le harcèlement scolaire, bancs installés.

La commune de Chaumont-Gistoux n'a pas signé la Charte Européenne ni la Charte Wallonne. Elle ne dispose pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Chaumont-Gistoux ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances. Cependant, nous pouvons remarquer l'organisation atypique de cette commune où il n'y a ni échevinat, ni service d'égalité des chances, mais où tout est regroupé au CPAS et géré par sa Présidente. Et cela a l'air de très bien fonctionner et d'être très efficace sur le terrain. Chaumont-Gistoux est une commune très active qui regorge d'initiatives en faveur de ses citoyen·ne·s. Et les principaux acteurs communaux sont très sensibilisés à la question et convaincus de la nécessité de la prise en compte du genre dans les politiques communales.

11) Waremme

Il s'agit d'une Ville de la Province de Liège de 15.163 habitant·e·s¹⁷. A Waremme, il y avait lors de la précédente législature une Echevine de la Promotion de l'Égalité des chances et de la personne handicapée.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités dans la ville lors de notre visite :

- ❖ Il y a plusieurs femmes au niveau politique à Waremme, mais cela s'est fait un peu par hasard, c'est moitié de femmes, moitié d'hommes dans le Collège.
- ❖ Coordination Femmes-Hesbaye : groupe de travail avec Infor-veuves, les Femmes prévoyantes socialistes, la bibliothèque, Vie Féminine. Réalisent des actions significatives, par exemple lors de la journée internationale des droits des femmes. L'Echevine de l'égalité des chances est contente de ce qu'elles font. Elles ont aussi accueilli la Marche Mondiale des Femmes. Elles distribuent également la brochure « la balade de Lison » qui est une balade dans Waremme pour se rappeler des événements importants par rapport aux droits des femmes.
- ❖ L'Echevine de l'égalité des chances est seule sur ses matières, elle n'a pas de cabinet, ni de secrétariat, et il n'y a pas d'agent·e·s dans l'administration. Elle est donc contente de pouvoir compter sur la Coordinations Femmes-Hesbaye pour développer des actions, et elle les aide comme elle peut (en mettant à leur disposition des salles communales par exemple). Sinon, elle aurait été fort démunie. Assistante sociale de formation, elle travaillait dans un centre pour personnes handicapées. A l'époque, elle avait déjà remarqué une énorme différence entre la situation des filles et des garçons handicapé·e·s. En effet, elle constatait qu'on encourageait beaucoup plus les études et un travail pour les garçons, et on en décourageait les filles. Et celles-ci voulaient être loyales vis-à-vis de leur famille.



Entrée de l'Hôtel de Ville de Waremme

¹⁷ Chiffres de l'UVCW au 01/01/2018.

- ❖ A propos d'une priorité dans l'attribution des logements sociaux, la commune ne dispose pas d'accès au choix du Home Waremmien (la société de logement dépendant de la Région Wallonne) car cela est fait par tirage au sort. Mais le CPAS a aussi des logements de transit d'urgence.
- ❖ Les noms des rues à Waremme sont plus axés sur la nature.
- ❖ Il y avait une équipe féminine de rugby à Waremme.
- ❖ Il y a des commissions consultatives des aîné·e·s et de la jeunesse, mais pas des femmes ou de l'égalité des chances. Ce serait une bonne idée d'en créer une si des personnes sont motivées à y siéger.
- ❖ C'est difficile de réaliser un plan à Waremme, car petite ville, et pas énormément de moyens. Mais des idées sont sorties de notre rencontre et elles permettront notamment d'interpeller la personne en charge du sport au Collège.

La Ville de Waremme n'a pas signé la Charte Européenne ni la Charte Wallonne. Elle ne dispose pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Waremme ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances. Cependant, l'Echevine de l'égalité des chances a montré un certain intérêt dans la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les politiques publiques. Elle semblait bien consciente de la situation, et comptait d'ailleurs interpellier des collègues sur la question.

12) Enghien

Enghien est une ville de la Province de Hainaut de 13.719 habitant·e·s¹⁸. Lors de la précédente législature à Enghien, l'Égalité des chances était la compétence d'une Echevine.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités pour cette ville lors de notre visite :

- ❖ L'Echevine de l'Égalité des chances est assez sensibilisée et attentive au domaine de l'égalité des chances, et est d'ailleurs reconnue comme telle par ses collègues du Collège, mais il n'y a pas de plan spécifique réalisé. En tant qu'Echevine des finances, elle a approuvé des subventions aux clubs de sports. Elle met une importance pour les jeunes, mais n'a pas spécifiquement fait attention à ce qu'il y ait autant de clubs de filles subventionnés.
- ❖ Elle nous dit qu'elle serait intéressée par un outil de référence de 3-4 pages de conseils et d'actions qui pourraient être insérés dans le Plan stratégique transversal (PST). La commune est d'ailleurs aux balbutiements du PST, et ce n'est pas évident à le rédiger.
- ❖ La Ville d'Enghien est une ville semi-rurale, avec un centre-ville et 3 villages plus éloignés. On peut constater que ce sont plus les femmes de 50 ans et + qui choisissent le vélo électrique pour se déplacer dans la ville.
- ❖ Il y a la présence de femmes de Vie Féminine qui peuvent compter sur un soutien financier de la part de la commune, mais également de prêt de locaux pour des activités, comme lors de la Journée internationale des droits des femmes.
- ❖ Il existe des permanences juridiques gratuites au CPAS à Enghien.
- ❖ Les critères d'octroi des logements sociaux sont multiples : revenus, ordre chronologique, situations d'urgence, personnes à mobilité réduite, etc.
- ❖ Au point de vue du CPAS, le nombre de personnes dépendantes du Revenu d'intégration sociale a fort augmenté ces derniers temps, avec une augmentation des demandes de la part des jeunes.
- ❖ Difficultés financières pour pas mal de jeunes de la commune pour passer leur permis de conduire. Ces jeunes peuvent bénéficier de l'aide de clubs rotary afin d'y parvenir.

¹⁸ Chiffres de l'UVCW au 01/01/2018.

- ❖ Enghien est une Ville avec un grand parc public de 180 hectares ouvert et totalement gratuit. Il y a des toilettes publiques dans le parc.
- ❖ L'Echevine de l'Egalité des chances avait été fort interpellée par le contenu des manuels scolaires, contenu qui ne tend pas vers l'égalité.
- ❖ L'Echevine de l'Egalité des chances est favorable à l'écriture inclusive. Elle a féminisé les appels d'offres d'emploi, mais a du mal à imposer l'écriture inclusive car les personnes responsables de la newsletter communale y sont opposées.
- ❖ L'Echevine de l'Egalité des chances est la Présidente des pouvoirs organisateurs des écoles communales.
- ❖ Il existe une plateforme des travailleurs·euses des milieux d'accueil où il y aurait pleins de choses à faire.
- ❖ L'Echevine de l'Egalité des chances soutien l'éducation permanente.
- ❖ La Directrice générale de la Ville est une femme.
- ❖ L'Echevine de l'Egalité des chances a demandé à son Bourgmestre si la zone de Police avait signé la Charte de la Police, et celui-ci va se renseigner.
- ❖ Action « Eté solidaire » : la Ville a recruté moitié filles, moitié garçons pour l'encadrement des enfants.
- ❖ Journée « Place aux enfants » : L'Echevine de l'Egalité des chances constate que ce sont souvent des hommes qui sont les experts pour tenir les ateliers pour les enfants, et elle se dit que cela pourrait être intéressant de proposer l'idée de mettre en valeur les femmes de la commune cette année.

La Ville d'Enghien n'a pas signé la Charte Européenne ni la Charte Wallonne. Elle ne dispose pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Enghien ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances. Cependant, l'Echevine de l'égalité des chances semble déjà bien sensibilisée et convaincue de l'importance de la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les politiques publiques. En témoigne notamment son souhait et ses efforts pour instaurer l'écriture inclusive dans les publications communales, ce qui n'est pas une chose courante dans la plupart des communes.

13) Gembloux

Gembloux est une ville de la Province de Namur de 25.934 habitant·e·s¹⁹. Dans la précédente législature à Gembloux, il y avait une Echevine de l'Égalité des chances, des affaires sociales, de la santé et des personnes handicapées qui était également la Présidente du CPAS.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités pour cette ville lors de notre visite :

- ❖ A Gembloux, il n'y a pas vraiment de projets portant directement sur l'égalité femmes-hommes.
- ❖ Concernant la Charte Wallonne, la Ville de Gembloux ne l'a pas signée. Il y a une seule femme au Collège. Elle a essayé de faire passer cette Charte, mais les autres échevins n'en ont pas vu l'intérêt.
- ❖ Le CPAS de Gembloux propose une permanence juridique.
- ❖ Il y a des logements de transit à Gembloux, pour une durée de 6 mois, et renouvelable une fois. Des priorités sont données en cas de victime de violences conjugales.
- ❖ Récemment, et après un travail de 5 années, le CPAS a acquis un nouveau bâtiment afin d'y aménager 5 logements supplémentaires : 3 logements de transit et 2 logements d'urgence.
- ❖ Il y a une équipe féminine de football à Gembloux.
- ❖ Concernant la féminisation des titres de fonction, certaines femmes sont pour et d'autres ne le sont pas. Et l'écriture inclusive est réclamée par certaines personnes dans la commune.
- ❖ La Ville de Gembloux a récemment créé 30 places d'accueil supplémentaires dans les crèches.
- ❖ Actions de l'ASBL « Petit vélo jaune » dans le coaching parental. Il s'agit de 10 parents coachs qui aident d'autres parents à être réinsérés.
- ❖ La Ville soutient les accueillantes d'enfants.
- ❖ Il y a deux centres économiques à Gembloux.
- ❖ Le CPAS de la Ville propose des formations au permis de conduire théorique.

¹⁹ Chiffres de l'UVCW au 01/01/2018.

La Ville de Gembloux n'a pas signé la Charte Européenne ni la Charte Wallonne. Elle ne dispose pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Gembloux ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances. Cependant, l'Echevine de l'égalité des chances était déjà bien sensibilisée et convaincue de l'importance de la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les politiques publiques. Et même si elle ne s'est pas représentée aux élections suivantes, nous espérons que cette compétence continuera à être portée par le futur échevinat de l'égalité des chances, ainsi qu'au travers des différentes actions du Cpas de la Ville.

14) Soignies

Il s'agit d'une ville de la Province de Hainaut de 27.573 habitant·e·s²⁰.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités pour cette ville lors de notre visite :

- ❖ La Bourgmestre de la précédente législature n'était Bourgmestre que depuis un an, elle était avant Echevine des sports. Elle va cependant continuer probablement pour la nouvelle législature 2018-2024 car elle a réalisé un bon score aux élections.
- ❖ La Cheffe de projet pour le Plan de cohésion sociale travaille avec une autre personne dans le Service. Le budget du Service est de 97.000€ mais presque tout est utilisé pour les salaires. Et cela ne laisse pas beaucoup d'argent pour la réalisation de projets. Elle a donc insisté auprès de l'Echevine afin de pouvoir dégager des budgets supplémentaires pour financer des actions.
- ❖ Il y a la présence de deux femmes comme ouvrières communales, une à la voirie, et une aux espaces verts (sur environ une centaine d'ouvriers).
- ❖ Les situations de violences conjugales sont un critère prioritaire pour l'accès aux logements sociaux dans la Ville.
- ❖ En ce qui concerne les toilettes publiques, il y en a ouvertes au public à deux endroits : à l'Hôtel de Ville et à la Maison du tourisme.
- ❖ A Soignies, il y a des équipes féminines de football, de rugby, de basketball et de volleyball.
- ❖ La Ville organise des sessions « Je cours pour ma forme ».
- ❖ Le niveau social de la population à Soignies est moyen. Il y a 340 logements sociaux dans la Ville. Il y a aussi une forte pression foncière à Soignies, car la Ville est sur l'axe vers Bruxelles, et les habitant·e·s du Brabant Wallon viennent s'y installer, ce qui fait fuir les autochtones et la population âgée. Il y a aussi beaucoup de villages plus ruraux et plus isolés. Il y a notamment à Soignies un quartier plus ouvrier qui est plus isolé. La commune a essayé que le bus aille jusqu'à ce quartier pour permettre aux citoyen·ne·s qui n'ont pas de voitures de pouvoir tout de même se déplacer pour faire leurs courses par exemple. Mais pour l'instant, ce n'est pas encore fait. La

²⁰ Chiffres de l'UVCW au 01/01/2018.

commune a en tout cas fait mettre des bancs publics sur le chemin pour que les gens puissent s'y reposer en chemin.

- ❖ Il y a plusieurs maisons de villages qui sont des locaux utilisés ponctuellement par des associations, et avec des ateliers organisés pour les aîné-e-s par exemple pour lutter contre l'isolement.
- ❖ Il y a le souhait également d'essayer de décentraliser des permanences du CPAS. Mais cela doit encore être mis en œuvre.
- ❖ A Soignies, il y a des maisons des jeunes, mais la personne rencontrée n'a pas beaucoup d'influence ni de droit de regard sur leurs activités.
- ❖ Le Conseil de Police est assez sensible à la lutte et à une tolérance zéro par rapport aux violences faites aux femmes.

La Ville de Soignies n'a pas signé la Charte Européenne mais bien la Charte Wallonne. Elle ne dispose cependant pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Soignies ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances. Nous sommes tout de même contentes d'avoir pu rencontrer la responsable du Service de cohésion sociale qui nous a paru fort dynamique et très conscientisée de la situation difficile dans laquelle peuvent être plus spécifiquement les femmes. Et les actions qu'elle réalise ou souhaite réaliser vont dans le sens d'un rééquilibrage des chances de chacune et chacun.

15) Seraing

Seraing est une ville de la Province de Liège de 64.141 habitant·e·s²¹. Dans la précédente législature à Seraing, c'était le Président du CPAS qui avait dans ses compétences l'Egalité des chances et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités pour cette ville lors de notre visite :

- ❖ Il n'y a pas de service spécifique qui s'occupe de l'égalité des chances à Seraing car la Ville n'a pas les moyens pour cela. Cependant, c'est une compétence qui est transversale à la commune et le Collège et le Conseil Communal veillent à cela.
- ❖ La commune de Seraing est actuellement sous Crac (= Centre Régional d'Aide aux Communes : plan d'assainissement des finances communales) car les recettes de la commune ont fortement diminué depuis la fermeture d'Arcelor-Mital. Ce qui explique que chaque budget ou nouveau projet doit être contrôlé et accepté, et donc la commune se tient aux missions légales pour l'instant.
- ❖ A ce moment-là, un mois après les élections communales, la situation communale est très incertaine. Le Président du CPAS deviendrait probablement le nouveau Bourgmestre, mais le reste n'est pas encore défini.
- ❖ Il existe le Préfif à Seraing qui est un service de prévention des violences familiales.
- ❖ Le Service du Plan de cohésion sociale est très actif dans la commune.
- ❖ Le Service Action Santé l'est également.
- ❖ Une nouvelle école a été créée avec comme nom, le nom d'une femme qui a eu un rôle important dans la Ville.
- ❖ C'est important que les personnes aux postes clés dans les communes soient conscientes en amont et sensibilisées avant le début d'un projet par rapport à l'intégration du genre dans les politiques publiques.
- ❖ Il y a à Seraing une commission consultative des aîné·e·s mais qui ne fonctionne pas très bien pour l'instant.
- ❖ Cela devrait être le rôle de la Province de soutenir les communes avec une ligne et des projets, et un soutien financier qui va avec.

²¹ Chiffres de l'UVCW au 01/01/2018.

La Ville de Seraing n'a pas signé la Charte Européenne mais bien la Charte Wallonne. Elle ne dispose cependant pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Seraing ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances. Cependant, nous avons pu rencontrer une personne très bien placée dans la commune, et proche de l'ancien Président de Cpas et actuel Bourgmestre. Cette personne était déjà bien sensible et conscientisée à la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les politiques publiques. Nous espérons que lors de la nouvelle législature, l'attention à cette question puisse rester une préoccupation de toutes et tous à Seraing.

16) Braine-le-Comte

Il s'agit d'une ville de la Province de Hainaut de 21.613 habitant·e-s²². Lors de la précédente législature et également pour la nouvelle période 2018-2024, l'Égalité des chances est dans les compétences de la deuxième Echevine. Elle a aussi dans ses compétences l'Emploi, le Développement économique, l'Enseignement communal, l'Académie, les Fabriques d'Eglises, le Bien-être animal et la Santé.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités pour cette ville lors de notre visite :



Hôtel de Ville de Braine-le-Comte

- ❖ L'échevine de l'égalité des chances est toute seule pour toutes ses compétences (voir ci-dessus) et n'a pas de service pour l'aider. Il lui est donc très difficile de trouver le temps pour réaliser un plan en matière d'Égalité des chances.
- ❖ Il y a pas mal de femmes dans le Collège pour cette nouvelle législature.
- ❖ Il y a des équipes féminines dans les sports, en football notamment.
- ❖ Il y a une maison des jeunes mais l'échevine de l'égalité des chances ne la connaît pas très bien.
- ❖ La Ville de Braine-le-Comte s'est engagée en faveur des personnes handicapées en signant une charte et en recevant le label Handicity.
- ❖ La commune a communiqué sur le site internet le numéro d'appel en cas de violences conjugales.
- ❖ Braine-le-Comte est sous Crac (Centre Régional d'Aide aux Communes) et donc ce n'est pas évident au point de vue gestion du budget.
- ❖ La commune se soucie et s'est engagée à créer des logements sociaux en faveur des familles monoparentales.
- ❖ Il y a des toilettes accessibles au public dans l'Hôtel de Ville.
- ❖ Une nouvelle rue a été créée avec le nom d'une femme : Alix Denamur.

²² Chiffres de l'UVCW au 01/01/2018.

- ❖ Comme personnalités connues de Braine-le-Comte, il y a le joueur de football Eden Hazard, mais aussi une femme en karaté.
- ❖ La commune remet chaque année des mérites sportifs, et il y a des filles qui en reçoivent aussi.
- ❖ Au niveau des commissions consultatives : il y a le Conseil consultatif des aîné·e·s, des jeunes, des enfants, de la gestion des déchets, du commerce, le Programme Communal de Développement Rural (PCDR), et la Commission communale de l'Égalité des chances. Cependant, concernant cette dernière, l'Echevine nous signale que tout le travail repose sur elle, mais la commission a le mérite d'exister.

La Ville de Braine-le-Comte n'a pas signé la Charte Européenne ni la Charte Wallonne. Elle ne dispose pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Cependant, la Ville a une Echevine de l'Égalité des chances, ce qui n'est pas le cas de toutes les communes de Wallonie. Et même si l'Echevine ne semble pas disposer de beaucoup de moyens pour mener à bien ses compétences, on peut remarquer que Braine-le-Comte dispose d'une Commission communale de l'égalité des chances, ce qui n'est non plus pas le cas de toutes les communes wallonnes. Donc malgré le peu de moyens de la Ville, nous espérons avoir pu sensibiliser au mieux l'Echevine afin que nos ressources puissent lui être utiles et porteuses d'idées dans la prise en compte du genre dans les politiques publiques pour la nouvelle législature 2018-2024.

17) Anthisnes

Anthisnes est une petite commune de la Province de Liège de 4.198 habitant-e-s²³. Dans cette nouvelle législature 2018-2024, la Présidente du CPAS est en charge de l'Égalité des chances. Elle a également dans ses compétences les Affaires sociales, le Logement, l'Insertion sociale (Plan de Cohésion sociale, La Teignouse (ASBL qui lutte contre l'exclusion), Télé-service du Condroz), l'Économie (GAL, commerces, PME, artisanat, économie sociale, tourisme), le Développement durable et les Solidarités Nord-Sud (commerce équitable, etc.) et la Maison des Associations.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités pour cette commune lors de notre visite :

- ❖ L'égalité des chances n'est pas vraiment un échevinat car Anthisnes est une toute petite commune. Le travail est plutôt une sensibilité et du soutien apporté aux associations.
- ❖ Suite aux nouvelles élections et à la loi de présence obligatoire d'1/3 de femmes dans les collèges, il y aura une Echevine en plus. Mais ce ne sera pas facile pour elle car elle aura la compétence des travaux, alors que l'Echevin sortant pour cette matière a eu plus de voix qu'elle. Il sera Conseiller communal.
- ❖ La Présidente du CPAS a l'égalité des chances dans ses compétences. Cependant, elle nous dit ne pas avoir fait grand-chose dans cette matière, mis à part les réponses aux interpellations. En effet, elle ne dispose pas de service pour l'aider dans ce domaine, elle est seule et c'est une petite commune.
- ❖ Il y a des permanences juridiques via le CPAS d'Anthisnes.
- ❖ La commune dispose de seulement 2 logements d'urgence, et ce n'est malheureusement parfois pas suffisant par rapport au nombre de demandes.
- ❖ La Présidente du CPAS fait partie de la société de logement. Elle constate qu'il n'y a pas assez de logements sociaux dans la commune, car il y a beaucoup de demandes de logements de la part de familles monoparentales.
- ❖ Il y a des gros problèmes de mobilité dans la commune. Il n'y a pas de gare à Anthisnes, et pas beaucoup de bus qui passent. La commune d'Anthisnes collabore

²³ Chiffres de l'UVCW au 01/01/2018.

avec le Gal Pays des Condruzes (Groupe d'Action locale) pour le développement de la mobilité avec un bus (payant en fonction des revenus).

- ❖ Des repas communautaires sont organisés une fois par mois, et la Présidente du CPAS a constaté qu'il y avait 80% de femmes dans les participant·e·s.
- ❖ La commune doit faire face au vieillissement de sa population et a développé une fiche « bien vieillir au Pays des Condruzes » pour aider les personnes en demande.
- ❖ Anthisnes a mis en place un réseau pour soutenir les aidant·e·s proches qui sont la plupart du temps des femmes.
- ❖ La pratique du sport à Anthisnes est très stéréotypée : le football pour les garçons et la danse pour les filles. La Présidente du CPAS s'étonne cependant des nombreux subsides attribués aux clubs de football. Alors que les clubs de danse peuvent avoir des salles à disposition, mais n'ont pas autant de moyens que les clubs de garçons.
- ❖ Il y a des commissions consultatives à Anthisnes, mais il n'est pas évident d'y maintenir le dynamisme nécessaire à leur fonctionnement. La Présidente du CPAS réfléchit à en créer une pour l'égalité des chances.
- ❖ Aménagement de la cours de l'école d'Anthisnes dans le cadre d'un projet de lutte contre le harcèlement scolaire.
- ❖ La Présidente du CPAS avait convié à notre rencontre le responsable du Plan de cohésion sociale. Celui-ci a souhaité être tenu au courant du contenu mais n'a pas souhaité participer à la rencontre.
- ❖ La problématique de la situation des familles monoparentales l'interpelle beaucoup car la commune et le CPAS ont beaucoup de demandes de leur part.
- ❖ La Présidente du CPAS est également interpellée par la place laissée aux familles et le manque de soutien de celles-ci par les pouvoirs publics. En effet, le rôle préventif de la famille est négligé et sous-estimé selon elle.

La commune d'Anthisnes n'a pas signé la Charte Européenne mais bien la Charte Wallonne. Elle ne dispose cependant pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Anthisnes ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances.

Nous avons tout de même été satisfaites de rencontrer la Présidente du CPAS. Même si, du fait de la taille de sa commune, elle ne dispose pas assez de moyens pour mener à bien ses matières, on peut remarquer que, de par son travail engagé sur le terrain, la Présidente du CPAS est sensibilisée à toute une série de problématiques rencontrées plus souvent par les femmes, comme la problématique du logement, surtout dans le cas des familles monoparentales, celle de la mobilité, celle du vieillissement, celle de la précarité, celle des aidantes proches, celle du peu de moyens pour les sports féminins et celle des familles. Nous espérons avoir pu lui apporter une sensibilisation et des idées de solutions ou de projets à mettre en place et qui ne nécessitent pas toujours de moyens supplémentaires pour diminuer les inégalités entre les femmes et les hommes.

18) Mons

Mons est une ville de la Province de Hainaut de 95.230 habitant.e.s²⁴. Dans la précédente législature à Mons, c'était le Président du CPAS qui avait dans ses compétences l'Egalité des chances. C'est actuellement la nouvelle Présidente du Cpas qui a l'Egalité femmes-hommes parmi ses compétences.

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités pour cette ville lors de notre visite :

- ❖ Il n'y a pas de service Egalité des chances à Mons, mais le Service de Prévention est très conscient et fait déjà attention à ces problématiques. Il n'y a pas d'actions spécifiques non plus mais l'attention à l'égalité femmes-hommes est présente de manière induite, et inclusion de plusieurs thématiques de manière transversale.
- ❖ Dans le nouveau Collège de la Ville de Mons, il y a 4 Echevines (3 auparavant). Pas mal de services sont également gérés par des femmes (urbanisme, travaux par une ingénieure). Il y a aussi plus de femmes que d'hommes dans le Comité de direction.
- ❖ Dans le Plan stratégique transversal : PSSP = Plan stratégique sécurité prévention. Le Service Prévention est un service qui fonctionne avec deux budgets : un budget fédéral sécurité et un budget régional Plan de cohésion sociale. Dans le PSSP : objectifs liés à la lutte contre les violences intrafamiliales. Il y a des actions menées avec le CPAS. Des structures ont été créées dont plusieurs groupes de travail. Un seul groupe de travail est resté et est devenu actuellement une ASBL (Violences mariages forcés) dont la Présidente est une Conseillère communale. Un employé du Service Prévention y est le secrétaire.
- ❖ Au niveau des logements, un centre d'accueil (logements de transit et d'urgence) dépend du Service logement du Cpas.
- ❖ Il n'y a pas de toilettes publiques à Mons, mais les toilettes dans l'Hôtel de Ville sont accessibles au public. Et la Ville installe des toilettes lors des grands événements comme lors de la fête du Doudou.
- ❖ Il y a une équipe féminine de rugby à Mons.
- ❖ Il y a à Mons 7 maisons de quartier avec un agoraspace par maison. Ces espaces sont beaucoup plus utilisés par les garçons (jeux de kickers dans les maisons). Parmi ces 7 maisons, il y en a 2 qui ont des projets spécifiques pour les filles dans le but de les

²⁴ Chiffres de l'UVCW au 01/01/2018.

faire revenir. Mais beaucoup de questions se posent par rapport à cette problématique.

- ❖ Problème actuel du centre de la Ville car on assiste à une fuite des petits commerces au profit des grands centres commerciaux, comme celui des Grands Prés. Il y a donc moins de lumière dans les rues du centre-ville et certains quartiers sont plus dangereux. Des projets ont été mis en place afin de diminuer le sentiment d'insécurité dans ces quartiers.
- ❖ Il y a une Commission consultative Egalité des chances qui met en place des actions pour lutter contre le sexisme (voir affiche ci-contre).
- ❖ Au Plan de cohésion sociale, il y a eu une prise de conscience du nombre élevé de familles monoparentales dans le besoin.
- ❖ Problème d'accueil à la Police de Mons. En effet, depuis les attentats en Belgique, il y a un parlophone à l'entrée du commissariat. Ce n'est donc vraiment pas évident pour la victime de violence d'oser parler au parlophone pour pouvoir rentrer et être entendue. La démarche est très compliquée et même si c'est un·e travailleur·euse social·e qui y accompagne la victime.
- ❖ Diverses associations sont présentes à Mons, comme Vie Féminine, Unia, la Maison Arc-en-ciel, Espace P, etc.
- ❖ Le Service de Prévention dépend directement du Cabinet du Bourgmestre. Elle va donc faire un suivi auprès du Bourgmestre.



La Ville de Mons n'a pas signé la Charte Européenne mais bien la Charte Wallonne. Elle ne dispose cependant pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Mons dispose cependant d'une Commission consultative Egalité des chances qui semble active dans la lutte contre le sexisme notamment. Même si nous n'avons pas pu rencontrer le pouvoir politique ici à Mons, nous sommes tout de même contentes

d'avoir rencontré trois personnes conscientes et très motivées du Service Prévention de la Ville. De plus, il est important de remarquer que ce service dépend directement du Bourgmestre, ce qui le place dans une position favorable pour agir de manière transversale sur une meilleure prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les politiques publiques.

19) Tournai

Tournai est une ville de la Province de Hainaut de 69.415 habitant-e-s²⁵. Dans cette nouvelle législature 2018-2024, il y a une Echevine de l'Égalité des chances. Celle-ci a également le logement, la participation citoyenne et la solidarité internationale dans ses compétences.



Hôtel de Ville de Tournai sous la neige

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités pour la ville lors de notre visite :

- ❖ Dans le nouveau Collège, il y a plus d'Echevines que d'Echevins. La question a été posée par d'autres personnes de savoir si cela allait changer les choses à Tournai. Pour l'Echevine, cela changera quand on n'en parlerait plus et qu'une majorité de femmes ne serait plus quelque chose de spécial.
- ❖ Lors de la présentation, nous avons évoqué les plans de Gender Mainstreaming de grandes villes françaises, dont la ville de Lille.
- ❖ C'est une Echevine pour le sport à Tournai.
- ❖ Le skate parc a été fort mis en valeur à Tournai, alors qu'il est principalement fréquenté par des garçons.

²⁵ Chiffres de l'UVCW au 01/01/2018.

- ❖ Il existe des permanences juridiques à Tournai. Mais la Ville doit mieux relayer les informations à destination de la population.
- ❖ Dans la compétence de la participation citoyenne, on constate que ce sont plus des hommes qui participent aux réunions et qui veulent s'exprimer.
- ❖ La prise en compte du genre devrait être transversale à Tournai. Il faudrait d'ailleurs genrer le Plan stratégique transversal.

La Ville de Tournai n'a pas signé la Charte Européenne mais bien la Charte Wallonne. Elle ne dispose actuellement pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Tournai ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances.

Nous avons cependant été très contentes de rencontrer cette nouvelle Echevine très motivée. Nous pouvons remarquer tout d'abord qu'elle occupe le poste de première Echevine dans le Collège, ce qui est une reconnaissance importante par rapport à ses matières. Nous pouvons ensuite remarquer qu'il s'agit de la première commune que nous rencontrons qui mentionne, dans sa déclaration de politique générale 2018-2024, le souhait de signer la Charte Européenne ainsi que de « *se doter d'un programme d'actions ambitieux en faveur de l'égalité des femmes et des hommes* »²⁶. Ce texte est également en écriture inclusive, ce qui n'est pas courant non plus dans les communes. Nous remarquons aussi la sensibilité de l'échevine de l'égalité des chances à la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes comme une matière qui se doit d'être transversale, en témoigne sa volonté de genrer le Plan stratégique transversal. Nous espérons donc avoir pu lui apporter des pistes et outils de travail pour l'aider à atteindre ses objectifs de meilleure prise en compte du genre dans les politiques publiques.

²⁶ Issue de la Déclaration de politique communale 2018-2024 de la Ville de Tournai. En Ligne <https://www.tournai.be/vie-politique/declaration-de-politique-communale-2012-2018.html>.

20) Hotton

Hotton est une commune de 5.526 habitant·e·s²⁷ située dans la Province de Luxembourg. Même s'il s'agit d'une petite commune, et que la compétence de l'égalité des chances ne dispose pas d'échevinat, nous avons tout de même souhaité la contacter car le site internet de la commune parle d'une « cellule Egalité des chances ».

Voici ce que nous avons relevé comme spécificités pour cette commune lors de notre visite :

- ❖ La commune d'Hotton accueille beaucoup de touristes d'un jour, beaucoup de néerlandais et de néerlandophones. La commune compte aussi pas mal de secondes résidences.
- ❖ Il y a un centre de demandeurs d'asile sur la commune. Le centre organise des cours d'alphabétisation mixtes, et la mixité ne semble pas poser de problèmes.
- ❖ Il y a 3 aides familiaux dans le service d'aides familiales à Hotton.
- ❖ La commune n'a pas d'école secondaire sur son territoire. Des actions de sensibilisation sont réalisées dans les écoles primaires, mais la commune n'a plus de prises par après quand les enfants partent en secondaire.
- ❖ Il y a un logement de transit qui est géré par le CPAS.
- ❖ La commune n'a pas les moyens de subventionner des clubs ou des associations.
- ❖ Il y a 3 clubs de football à Hotton dans lesquels il y a déjà eu des équipes féminines, mais elles ne durent pas.
- ❖ Il y a actuellement un projet de développer des toilettes publiques avec l'aide du Syndicat d'initiative.
- ❖ Le budget de la cohésion sociale est seulement de 40.000€.
- ❖ La revue communale est assez équilibrée et que les clubs sportifs sont bien représentés.
- ❖ Cependant, elle est intéressée par l'établissement de statistiques genrées afin de pouvoir objectiver la situation réelle de sa commune.
- ❖ Hotton ne compte pas beaucoup d'entreprises, mais surtout des indépendants et petits commerces qui n'ont pas beaucoup de moyens pour engager du personnel.

²⁷ Chiffres issus de l'UVCW au 01/01/2018.

- ❖ Lors de notre rencontre, le premier Echevin est passé et s'est intéressé au sujet de la prise en compte de l'égalité femmes-hommes. Il a d'ailleurs demandé à recevoir l'exemple de la déclaration de politique communale de la Ville de Tournai citée plus haut. En effet, le nouveau Collège est en train de rédiger la sienne et souhaitait un exemple d'intégration du genre.
- ❖ Il y a à Hotton la présence de Vie Féminine, mais plus des Femmes prévoyantes socialistes.
- ❖ Il y a aussi des échanges inter-PCS organisés par la Province.
- ❖ Il y a le souhait d'intégrer un focus sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans le Plan de cohésion sociale.

La commune d'Hotton n'a pas signé la Charte Européenne ni la Charte Wallonne. Elle ne dispose pas de plan d'actions pour l'égalité des chances ni de plan de Gender Mainstreaming. Nous n'avons pas d'information quant à la signature par la zone de Police de la Charte pour la Police. Hotton ne dispose pas non plus de Conseil consultatif de l'égalité femmes-hommes ou de l'égalité des chances.

Nous pouvons cependant relever plusieurs éléments positifs observés lors de cette rencontre. Même s'il ne s'agit que d'une personne qui semble avoir beaucoup de matières différentes à gérer, il est positif de voir la dénomination « cellule Egalité des chances » pour une commune de cette taille-là. On peut aussi remarquer l'intérêt manifesté dans l'établissement de statistiques genrées afin d'objectiver la situation réelle de sa commune. Nous pouvons enfin constater aussi l'intérêt d'intégrer une vision genrée dans la déclaration de politique communale ainsi que dans le Plan de cohésion sociale.

Conclusions

Au terme de ces rencontres des communes wallonnes sur le Gender Mainstreaming, nous pouvons tout d'abord mentionner le fait que les communes en majorité font énormément d'actions diverses dans le domaine de l'égalité des chances, de l'égalité Femmes/Hommes et heureusement aussi dans le Gender Mainstreaming. Souvent, ces actions sont réalisées par des acteurs communaux qui, s'ils agissent pour le bien du citoyen, ne sont pas conscients qu'ils amènent également une meilleure égalité entre les Femmes et les Hommes. De plus, la plupart du temps, ces activités diverses n'apparaissent nulle part de manière structurée et organisée, ni dans un plan, ni dans un rapport d'activités. Cela ne facilite pas l'échange d'expérience et la communication nécessaire à la promotion de ces activités. Il est bien évident que de nombreuses communes ont très peu de personnes qui travaillent sur ces questions et que la réalisation d'un plan d'action et son suivi demande beaucoup plus d'énergie que la réalisation directe d'actions concrètes.

Nous avons été encore agréablement surprises de rencontrer certaines personnes passionnées par leur travail et très engagées dans leurs missions de service public. Mais comme la plupart des communes rencontrées ne disposent pas de plan d'actions pour l'égalité des chances, ni de plan de Gender Mainstreaming, ni de rapports d'activités, l'échange entre communes que nous voudrions développer est difficile.

Ce que nous concluons de particulier par rapport à ce second groupe de communes est tout d'abord le contexte électoral de l'année 2018 avec les élections communales du mois d'octobre. En effet, autant ce contexte a rajouté des difficultés dans la prise de rendez-vous, ou dans la frilosité de certaines communes de nous recevoir en cette fin de législature, autant une nouvelle législature est synonyme dans certaines communes d'un nouveau départ et d'une très bonne occasion pour intégrer la prise en compte du genre directement dans la nouvelle déclaration de politique générale, comme l'a fait la Ville de Tournai, et souhaitait le faire la commune de Hotton.

Pour finir, nous envisageons une suite. Tout d'abord nous pourrions poursuivre les rencontres dans les communes afin d'arriver à créer des réseaux par Provinces ou bassin de vie. Nous souhaitons organiser des réunions d'échanges entre communes proches. Nous

pourrions poursuivre le travail dans le développement d'outils à distribuer, sous forme, entre autres, de fiches-action avec des idées très concrètes par compétence communale. La mise en place de formation à l'attention des acteurs communaux nous paraît un élément essentiel surtout si elle donne les moyens de réaliser des plans d'action même modestes mais efficaces.

Bibliographie :

Portugaels Donatienne, *Gender Mainstreaming. Guide d'implantation au sein des communes*, Editeur responsable : Donatienne Portugaels, Eghezée, Juin 2016.

Portugaels Donatienne & Stappaerts Claire, *Rapport d'évaluation des activités de la Sensibilisation des communes wallonnes au Gender Mainstreaming du 01/12/2017 au 30/11/2018*, document non publié, 2019.